

Entretien avec Bernard Stiegler

« Proposer à l'ensemble du territoire de devenir progressivement un laboratoire »

Bernard Stiegler est philosophe et sa réflexion porte sur les enjeux des mutations actuelles. Fondateur et président du groupe de réflexion philosophique *Ars Industrialis*, créé en 2005, il dirige également depuis avril 2006, l'Institut de recherche et d'innovation (IRI) qu'il a créé au sein du Centre Georges Pompidou.

Entretien réalisé par Régis Guyon en septembre 2017.

Régis GUYON. Vous animez sur Plaine Commune¹ le projet « Territoire apprenant contributif » : quelle définition donnez-vous à la notion de « territoire apprenant » ?

Bernard STIEGLER. J'ai repris l'expression « territoire apprenant » d'un livre de Pierre Veltz (ancien directeur de l'école des Ponts et Chaussées) datant de 1994, *Des territoires pour apprendre et innover*. Dans cet ouvrage, Pierre Veltz dit que si l'on veut se développer dans le champ de la mondialisation, il faut d'abord développer les territoires. Il prend l'exemple des horticulteurs hollandais qui arrivent à vendre leurs tulipes moins chères sur la Côte d'Azur que celles qui sont produites localement, malgré les frais de transport. Il montre que ces horticulteurs ont développé des savoirs forts et génériques pour pouvoir exporter ailleurs. Ce sont ainsi des contributeurs très étroits, territorialisés autour de petites

communautés économiques. Je pense d'abord à cela quand je parle de territoire apprenant. Ensuite, pourquoi notre programme sur Plaine Commune s'appelle-t-il « Territoire apprenant contributif » ? C'est l'objet d'une discussion que nous avons eue, il y a trois ans, avec Patrick Braouezec, son président, sur l'avenir du territoire de la Seine-Saint-Denis. Je lui disais que ce territoire allait encore plus souffrir du chômage. Je venais d'organiser au Centre Pompidou tout un travail à l'occasion duquel nous commençons à nous intéresser aux études de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT) et d'Oxford sur les conséquences de l'automatisation. Nous souhaitions jouer le rôle de lanceurs d'alerte en disant : « Attention ! Il va se passer des choses pas ordinaires du côté de l'emploi. » À cette époque, Patrick Braouezec, qui connaissait les travaux que nous menions dans le cadre d'*Ars Industrialis*, nous a demandé de réfléchir ensemble pour mettre quelque chose en place, à ce sujet, avec Plaine Commune. C'était un moment où se renouvelait un mandat local. Je lui ai dit qu'il fallait réinventer la localité pour entrer dans une nouvelle logique économique qui ne serait plus seulement basée sur la redistribution par l'emploi, mais aussi par d'autres voies, notamment par le revenu contributif. Mais pour cela, il fallait que le territoire se mette en processus d'apprentissage collectif. Nous lui avons également dit, que d'après nous, la valeur de demain ne se traduirait plus par

1 Plaine Commune, qui regroupe neuf villes de Seine-Saint-Denis, est l'un des dix pôles de développement du Grand Paris. À ce titre, Plaine Commune est considérée comme le « territoire de la culture et de la création ».

la prolétarianisation accrue, comme cela s'était produit depuis le machinisme industriel au XIX^e siècle, puis le taylorisme au XX^e siècle, et la prolétarianisation avec les données aujourd'hui, qui atteint un niveau inimaginable.

Au sujet de la prolétarianisation, en 2015, dans l'essai *La Société automatique*

1. *L'avenir du travail*, j'analysais un propos qu'Alan Greenspan, qui a été président de la Réserve fédérale des États-Unis de 1987 à 2006, avait tenu au Congrès en octobre 2008. Il expliquait qu'il était lui-même tellement « prolétarisé » qu'il ne savait plus comment fonctionnait le système. C'est la définition que donnent Marx et Engels du prolétaire : le prolétaire ne sait pas comment fonctionne le système ; il n'a pas de savoirs. Nous pensons que ce système n'est pas viable sur la durée, à la fois parce qu'il ne produit plus d'emploi et parce qu'il détruit le savoir. Il y a quatre ans, le MIT a lancé le débat en disant qu'aujourd'hui, 47 % des emplois pourraient être intégralement automatisés aux États-Unis, parce qu'ils sont entièrement « prolétarisés ». Ce que font les humains, les machines le feraient mieux qu'eux, pas simplement aussi bien, mais mieux, parce qu'elles sont plus fiables. Cette réalité commence à se transférer dans la réalité sociale. Ce sont des wagons de licenciements qui vont avoir lieu, et se poursuivre. Et cela a déjà commencé. Nous pensons qu'il n'y a pas de fatalité à cela. La réponse n'est pas dans la création de nouveaux emplois, dont le nombre sera infime par rapport aux emplois détruits.

La véritable dynamique n'est pas là.

La vraie question qu'il faut se poser est : comment apprendre à valoriser le travail hors emploi ? Quelle est la différence entre travail et emploi ? Travailler, c'est se consacrer à quelque chose, donner le maximum de sa personne pour quelque chose que l'on considère être vraiment important. Par exemple, élever son enfant

est un travail. Malheureusement, beaucoup de gens ne sont plus en capacité d'élever leurs enfants. Ils n'ont plus la possibilité de travailler à cette tâche, pour mille raisons. Amartya Sen a montré dans les années 1972-1973 que les habitants du Bangladesh étaient plus résilients et avaient une espérance de vie plus longue que ceux d'Harlem – ce qui est très paradoxal, car ils vivaient alors en pleine famine. C'est cette observation qui l'a amené, trois à quatre ans plus tard, à développer sa théorie des capacités, des capacités. Ce qu'il appelle « capacités », j'appelle cela « savoirs », un terme que Sen n'emploie pas parce qu'en anglais, « savoirs », c'est « *knowledge* », qui a une connotation académique, alors que ce dont il parle est de l'ordre du savoir-vivre et du savoir-faire. Les Bangladais n'ont pas de « *knowledge* » en règle générale. Au Bangladesh, il n'y a alors ni université, ni école. Il n'y a rien, ni police, ni médecin. Et pourtant, ils vivent plus longtemps que les habitants d'Harlem car ils ont ce que l'on appellerait aujourd'hui une « résilience ». Ils doivent cette résilience au fait qu'ils ont su maintenir des savoirs individuels et collectifs. Autrement dit, ils ne sont pas « prolétarisés ». C'est ainsi cette étude de Sen qui m'a amené à dire à Patrick Braouezec que si nous montions un projet ensemble, il nous faudrait d'abord réfléchir à l'impact de la transformation industrielle, à l'échelle planétaire, sur le territoire de Plaine Commune. J'ai proposé un projet où le territoire ne serait plus un « client consommateur de services », tel que le proposerait une quelconque plateforme de services urbains, mais qu'il deviendrait un laboratoire proposant des solutions. J'ai expliqué que les habitants, les administrés, les employés qui travaillent à Plaine Commune, les entreprises qui sont sur place savent très bien ce qu'il se passe sur le territoire et ce dont il a besoin. Une multinationale, un grand groupe industriel quelconque va arriver avec la solution qu'il a déjà proposée en Corée ou ailleurs dans le monde. Il va proposer un modèle standard. En gros, l'idée, c'est de faire payer aux grands groupes leur entrée dans le territoire parce qu'on va leur apporter du savoir qui va leur permettre de solvabiliser de nouveaux modèles économiques capables de lutter contre les effets ruineux de l'Anthropocène, qui a été provoqué par l'industrialisation, laquelle a détruit les grands équilibres de la biosphère. Je leur ai proposé de

nous donner dix ans pour mettre en place ce système, pour être producteur de ce savoir. Ce projet a été le fruit de deux ans et demi de travail, de débats, de séminaires avec les élus. C'est selon cet objectif que nous qualifions le territoire d'« apprenant ».

Mais le projet du territoire apprenant ne se résume pas à cela. Le territoire apprenant renvoie aussi à une réflexion collective. Par exemple, il existe des rectorats ou des villes qui se qualifient de territoires apprenants parce qu'ils font des agencements nouveaux entre l'école, la formation professionnelle, le monde économique et les associations.

R. G. Il s'agit donc, fondamentalement, de fédérer les acteurs du territoire ?

B. S. Absolument, et nous pensons qu'il faut territorialiser toutes les fonctions fondamentales. Nous sommes aujourd'hui confrontés à un problème de durabilité, ou de soutenabilité. Les villes de demain devront devenir les plus économes, les plus sobres possible. Mais ce discours est un peu rhétorique. La vraie question est de décrire des systèmes dynamiques, en y isolant des fonctions et en observant les paramètres qui les font varier. Je pense qu'aujourd'hui, il faut utiliser la systémique. Si on pose le problème de l'Anthropocène, de l'avenir de l'humanité, de la biosphère, du réchauffement climatique, des grands problèmes environnementaux, on ne peut plus parler uniquement de l'environnement physique. Il faut également prendre en compte l'environnement mental, la formation, le matraquage publicitaire... Que disent ces problèmes ? Aujourd'hui, d'un côté on automatise tout et, de l'autre, on utilise des algorithmes qui fonctionnent avec des données. Cela produit des systèmes fermés qui, progressivement, éliminent la diversité. Quand on connaît les questions d'entropie, on sait que détruire la diversité

équivaut à détruire l'espérance de vie et à provoquer l'écroulement du système. Le projet de « territoire apprenant contributif » de Plaine Commune est de redistribuer les gains de productivité pour produire la néguentropie, c'est-à-dire de la diversité, une diversité de points de vue, et cela, dans tous les domaines.

R. G. Il y a donc une volonté de valoriser les savoirs et de les partager ?

B. S. Exactement, mais cela suppose de redonner des savoirs aux habitants. Aujourd'hui, on demande à l'école de construire des compétences. Une compétence n'est pas un savoir. La compétence, pour un employeur, c'est d'avoir quelqu'un d'employable ; avoir des compétences, c'est une adaptation à la tâche. Et ça, ce n'est pas du tout un savoir. Au contraire, un savoir

“

Produire de la néguentropie, c'est-à-dire de la diversité, une diversité de points de vue, et cela, dans tous les domaines

”

est la « désadaptation » à la tâche. Alors que les systèmes prolétariens nous disent que nous n'avons pas voix au chapitre : « Vous faites ! » Vous servez le système sans y toucher. Les seuls qui ont ce droit sont les ingénieurs, et maintenant les « data scientists ». Cela ne peut plus durer parce que cela crée de l'entropie. Nous ne sommes

pas anti-technologie ou anti-algorithme, mais ces systèmes doivent être au service de l'augmentation des capacités d'agir des êtres humains, pour produire de la diversification, de l'invention. C'est à cela que nous travaillons sur Plaine Commune, sur toutes sortes de sujets. Nous accompagnons des personnes qui ont des savoirs en cuisine par exemple, qui produisent une cuisine formidable, et qui ne rentrent pas dans les modèles des franchises de la restauration rapide. Ça vaut le coup de les accompagner et de les valoriser car ils produisent de la qualité, de la diversité et donc, du savoir.

R. G. Votre projet vise ainsi à redonner une capacité d'agir aux habitants ?

B. S. Oui. C'est ce que l'on appelle l'« encapacitation ». L'idée est d'« encapaciter » le territoire, y compris l'administration locale, municipale, déconcentrée de l'État, l'Éducation nationale, les entreprises, etc., pour construire un territoire apprenant. En ce moment, nous travaillons avec les entreprises sur ce que nous appelons « les nouveaux intermittents » et nous développons un revenu contributif. Ce revenu rémunérerait des personnes qui ont des emplois intermittents, et qui y valorisent du savoir qu'ils ont acquis hors emploi, grâce au revenu contributif qui leur permet de développer leurs capacités – savoir-faire, savoir-vivre, savoirs académiques. À travers cela, nous organisons un processus d'« encapacitation généralisée ». Ces emplois intermittents sont un label. Pour qu'un employeur ait le droit de recruter de façon intermittente une personne, il faut qu'il s'engage sur le plan de la néguentropie, exactement comme il faut être entrepreneur du spectacle pour employer un intermittent du spectacle. Un intermittent du spectacle, c'est un artiste, c'est-à-dire quelqu'un qui produit de la néguentropie, quelque chose que personne ne peut produire à sa place. Nous pensons que demain, dans l'automobile, dans le bâtiment, dans le soin, dans tous les domaines, on va avoir des personnels comme ça. Si l'on prend l'exemple des « cobots » (de « robotique collaborative »), ces entités de production s'éduquent, se forment. Il faut pour cela des « cobotiseurs », des ouvriers de très haute qualification qui doivent en permanence se remettre en question, car les robots se transforment très vite. Ces personnels doivent être comme des intermittents du spectacle, qui doivent sans cesse se remettre à jour. Nous devons aller progressivement vers ce processus. Cela implique un revenu contributif qui engendre la multiplication des points de

vue, la « dé-prolétarianisation », la requalification par des savoirs, et pas seulement des compétences, car elles ne sont pas autosuffisantes. Le projet de territoire apprenant, c'est de proposer à l'ensemble du territoire de devenir, progressivement, un laboratoire.

R. G. Dans votre projet, je trouve intéressante l'idée de « chaîne de recherche contributive ». Peut-on en savoir davantage ? Comment cela fonctionne-t-il ? À quoi cela sert-il ?

B. S. J'ai été nommé par Jean-Marc Ayrault au Conseil national du numérique, qui a produit le *Rapport Jules Ferry 3.0*, en octobre 2014. Ce rapport dit que si l'on veut vraiment inclure le numérique dans l'enseigne-

“

Augmenter les capacités d'agir des êtres humains, pour produire de la diversification, de l'invention

”

ment, il faudrait que la France, et plus largement l'Europe des six, lance une nouvelle politique de recherche. Chaque année, il serait nécessaire de mettre en recherche 500 doctorants pour réfléchir sur ce que le numérique apporte à chaque discipline enseignée, et réciproquement. Dans « Vers le capitalisme linguistique.

Quand les mots valent de l'or » (*Le Monde diplomatique*, nov. 2011), Frédéric Kaplan explique que le système Google développe un capitalisme linguistique qui pourrait provoquer une « entropie » linguistique qui engendrerait, entre autres, des problèmes de dysorthographe, de désémantisation, etc.

Dans la même idée, il faudrait voir ce que chaque discipline apporte au numérique. Par exemple, revenant sur l'exemple précédent, comment repenser la question de la linguistique à l'époque de Google ? De plus, les doctorants auraient obligation de travailler sur un territoire : c'est ce que j'appelle la « recherche contributive », c'est-à-dire une recherche qui consiste à travailler avec le territoire pour qu'il s'approprie rapidement les objets et les enjeux de la recherche. Dans le monde de l'industrie, c'est ce qu'on pratique avec les PME, et on appelle cela du « transfert rapide ». De même, l'idée est qu'on n'attende pas que la thèse soit soutenue pour la

mettre au travail sur un territoire – et d'emblée, avec le territoire. Le chercheur est territorialisé. À partir de là, il crée une dynamique dans laquelle ceux avec qui il travaille vont devenir des contributeurs de recherche. On appelle cela une recherche-action. Il s'agit de faire émerger une société plus « résiliente », fondée sur des savoirs, comme celle des Bangladais, une société qui produit de la néguentropie à travers ses savoirs et comme « force de cohésion ».

R. G. En sollicitant le territoire, on l'enrichit et on s'en nourrit également. L'idée est-elle bien d'obtenir ce cercle vertueux ?

B. S. Effectivement, c'est de la fertilisation croisée. Et c'est ce que l'on fait à Plaine Commune, en s'appuyant sur plusieurs projets.

D'abord, bien que Plaine Commune apparaisse comme un territoire de développement idéal d'une « *smart city* » rêvée, il ne faut pas aller vers ce rêve-là : une *smart city*, c'est en fait un cauchemar. Le premier projet est donc d'inventer une nouvelle ville, une ville vraiment intelligente, qui utilise intelligemment les algorithmes en vue d'intensifier l'intelligence collective locale, et non de la court-circuiter. C'est un enjeu industriel majeur : il faut réinventer la vie industrielle, et comme véritable urbanité. Le deuxième projet consiste à expérimenter un revenu contributif. Patrick Braouezec a été missionné avec nous par Emmanuel Macron, quand il était ministre de l'Économie, pour expérimenter ce revenu afin de répondre à l'automatisation et ainsi, d'apporter une réponse sociale à ce problème. Le troisième projet vise à trouver cette réponse sociale dans le cadre de la recherche contributive. Aujourd'hui, nous travaillons avec la chaire de recherche contributive afin d'écrire un projet de loi permettant d'expérimenter le revenu

contributif sur un territoire. Sur ce territoire, il s'agit de développer une ville fondée sur une « urbanité numérique », vraiment urbaine, c'est-à-dire civilisée. On s'appuiera également sur le développement technologique pour réinventer des réseaux réellement sociaux, territorialisés et délibératifs, et non pas gérés hors territoire au niveau planétaire, à travers les technologies de scalabilité. Nous souhaitons aussi être scalables, et inscriptibles à l'échelle de la planète, mais en nous appuyant sur la localité.

R. G. J'aimerais que nous revenions à cette notion d'urbanité numérique territoriale dont vous parlez. On a l'impression qu'on se focalise pour l'essentiel sur le dur, sur l'équipement, et qu'on met de côté, ou en tout cas on diffère, la réflexion autour des besoins et des usages des habitants. Comment faire en sorte que le numérique constitue un espace de rapprochement, de renforcement du lien social, qui est bien dans ce qui fait la ville et l'urbanité, ou la civilité ?

B. S. C'est tout l'enjeu ! L'une des choses que m'avait dites Patrick Braouezec, quand je lui disais qu'il fallait absolument parler du numérique, c'est que Plaine Commune accusait un retard important en termes de connexion. Je lui avais répondu que c'était mieux ainsi. Aujourd'hui, énormément de gens sont connectés à des réseaux sociaux. Est-ce que c'est vraiment une bonne chose ? C'est un vaste sujet. Cela dépend de nombreuses conditions. Ce qui est sûr, c'est que commencer à réfléchir à la question du numérique avec des acteurs qui ne sont pas encore contaminés par les automatismes mimétiques des réseaux sociaux est peut-être une vraie chance. À l'IRI du Centre Pompidou, nous développons depuis onze ans maintenant des hypothèses et des thèses, des logiciels et des dispositifs, des plateformes, qui reposent sur l'idée que les réseaux sociaux sont plutôt des réseaux antisociaux. Nous pensons qu'il existe des possibilités de faire des réseaux vraiment sociaux. Deux chercheurs sont venus travailler avec nous, un Américain et un Chinois, en collaboration avec le W3C (*World Wide Web Consortium*), c'est-à-dire l'instance qui s'occupe de définir des standards pour les technologies liées au Web. Ces deux partenaires très sérieux ont travaillé sur un nouveau modèle de réseaux sociaux que nous avons l'intention de développer sur Plaine Commune. Nous pensons

qu'il faut réinventer le Web. Pourquoi ? Le Web est le fruit de l'investissement de l'Union européenne. À partir de 1989, des chercheurs du Conseil européen de recherche nucléaire (CERN) de Genève, sous l'autorité de Tim Berners-Lee avec, entre autres, Robert Cailliau et Jean-François Abramatic, ont construit le *World Wide Web* en faisant émerger les modèles qui venaient à la fois de l'Internet et de la télématique. Il faut bien avoir à l'esprit que le Web a d'abord été inventé pour que les scientifiques puissent échanger sur leurs controverses. Parce que pour que la science existe, il faut qu'il y ait, là aussi, à la fois de la diversité et de l'universalité. En 1992, le CERN a décidé de rendre le *World Wide Web* au domaine public. Il considérait qu'étant financé par la Commission européenne, il n'y avait pas de raison que tout le monde ne puisse pas profiter de ce dispositif. Mais finalement, celui qui en a tiré parti est Al Gore, le vice-président des États-Unis, en autorisant le développement de l'industrie du Web en la défiscalisant. Au cours des dernières années, avec les réseaux sociaux, le Web est devenu une plateforme de captation de données pour une « *data economy* » massivement entropique. Certains, comme Google, sont convaincus de travailler pour le bien commun. Mais le problème est que la donnée est une source d'énorme standardisation, extrêmement dangereuse, qui produit ce que j'ai décrit comme une « fourmilière numérique », pour reprendre

la notion développée dès 1948 par Norbert Wiener. Nous pensons qu'il est possible de développer un Web deuxième génération.

R. G. Plaine Commune est un territoire très jeune, une jeunesse en mouvement qui, souvent, souhaite en partir. Quelle est la place de la jeunesse dans ce projet ?

B. S. Elle est absolument centrale. Cette jeunesse souffre beaucoup et elle est en difficulté. Nous souhaitons mettre en place un revenu contributif que nous allouerions, d'abord à titre expérimental, à 200 ou 300 personnes pour leur permettre de s'encapaciter. Ce revenu, nous souhaitons pouvoir l'allouer à des personnes qui sont encore à l'école, afin de permettre à cette jeunesse de penser que leur avenir n'est pas uniquement dans la vente de drogue, le trafic d'armes, le football ou la réception des bagages à Roissy – qui sera bientôt automatisée. Parce qu'aujourd'hui, c'est bien à cela que ressemble l'avenir pour eux. Il faut leur faire comprendre que l'avenir peut être autre chose. Qu'ils peuvent plutôt devenir des « intermittents de la cobotisation ». Mais surtout, qu'ils pourront bénéficier de la formation tout au long de la vie dans une économie industrielle d'un nouveau genre. Le revenu contributif, c'est ça : pouvoir se former tout au long de sa vie. Un intermittent est toujours en formation parce qu'elle fait partie, c'est même la condition, de l'activité professionnelle et de la production de valeur. Il faut impliquer les très jeunes, avant 22 ou 23 ans, peut-être dès 14 ans, les doter d'un revenu contributif conditionnel – qu'ils renouvelleront d'abord en réussissant leurs études, puis à travers des emplois intermittents –, sur le modèle des intermittents du spectacle.